

RÉSULTATS ESCOMPTÉS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



IMPACT

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT
FAVORABLE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE ET À L'AGRICULTURE
DURABLE DANS LES PAYS/RÉGIONS CIBLES



RÉSULTAT

UN ENVIRONNEMENT PLUS PROPICE À LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE
ET À L'AGRICULTURE DURABLE



PRODUITS

- ◆ CAPACITÉS RENFORCÉES D'ÉLABORATION DE CADRES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES COHÉRENTS
- ◆ DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES
- ◆ COORDINATION INCLUSIVE ENTRE LES DIFFÉRENTS SECTEURS ET ACTEURS



SERVICES

ASSISTANCE AUX POLITIQUES ET SERVICES
DE SOUTIEN POUR LE RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS



©FAO/Giulio Napolitano

CONTACT

Karel Callens

Fonctionnaire responsable

Chef adjoint du Programme stratégique Sécurité alimentaire
et Nutrition

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

SPL1@fao.org

<http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr>

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite remercier l'Union européenne du soutien financier apporté au programme FIRST.

FIRST est implémenté dans le cadre des Objectifs stratégiques de la FAO:

**CONTRIBUER À ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET LA MALNUTRITION**

**RENDRE L'AGRICULTURE, LA FORESTERIE, ET LA PÊCHE PLUS
PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES**

© FAO, 2016
I6093F1/12.16



©FAO/Giuseppe Bizzarri

IMPACT, RÉSILIENCE, DURABILITÉ ET TRANSFORMATION POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

FIRST

PARTENARIAT FAO - UE MÉCANISME D'ASSISTANCE AUX POLITIQUES

CONTEXTE

L'Union européenne (UE) procède à d'importants investissements dans plus de 60 pays qui ont accordé la priorité à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable** (SANAD) dans leurs programmes indicatifs nationaux. Pour que cet investissement, ainsi que d'autres investissements faits par le gouvernement, d'autres donateurs et le secteur privé, aient un effet significatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est indispensable de mettre en place une politique et un environnement institutionnel favorables à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable (SANAD).

Pour ce faire, il faut que:

- ◆ Les objectifs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable soient intégrés de façon explicite aux politiques, investissements et cadres programmatiques sectoriels et intersectoriels.
- ◆ Toutes les parties prenantes concernées puissent participer à des débats factuels en ce qui concerne la gouvernance des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable et s'engagent à mener une action concertée à tous les stades du processus de politique.

OBJECTIF DE FIRST

L'objectif de FIRST est de réunir les gouvernements, les délégations de l'UE et d'autres partenaires du développement afin de:

- ◆ Réviser les cadres politiques et institutionnels nationaux actuellement en place pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable;
- ◆ Définir les goulots d'étranglement et les occasions qui se présentent pour améliorer l'impact;
- ◆ Élaborer des options afin d'améliorer la fourniture et l'impact du mécanisme;
- ◆ Prôner et développer des capacités humaines et organisationnelles pour enclencher le changement;
- ◆ Faciliter un dialogue politique inclusif et factuel, ainsi que la coordination entre les parties prenantes.

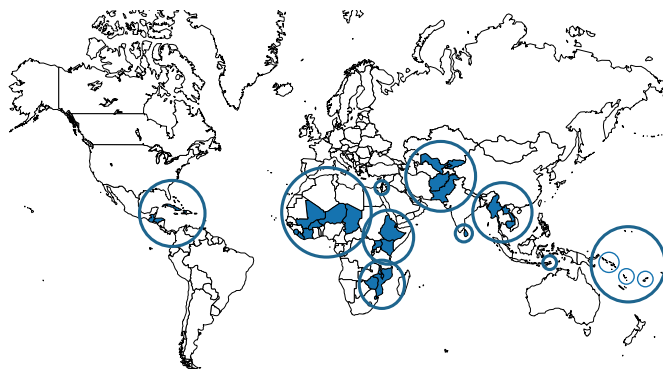
PAYS PRIORITAIRES

Depuis son lancement, plus de 45 gouvernements ont officiellement annoncé leur intérêt d'adhérer au programme FAO-UE d'assistance aux politiques (FIRST). Parmi eux, 33 pays, un territoire et une organisation sous-régionale ont été sélectionnés en priorité pour recevoir le soutien de FIRST en 2016-2017.

Les pays ont été hiérarchisés en fonction des critères suivants:

- ◆ Demande de soutien de la part du pays;
- ◆ Occasion claire d'apporter des changements politiques dans le pays;
- ◆ Existence d'une coordination active et de consultations entre le gouvernement, la délégation de l'UE et la représentation de la FAO, ainsi que la formulation d'une réponse conjointe à l'appel;
- ◆ Degré d'engagement politique du gouvernement qui a fait la demande;
- ◆ Existence de synergies avec les efforts actuellement déployés par la FAO et l'UE dans le pays;
- ◆ Application de critères de qualité de l'assistance technique de l'UE et probabilité d'un renforcement effectif des capacités;
- ◆ Type de soutien et profil d'expert requis.

La FAO a détecté dans chaque pays des processus et/ou programmes significatifs offrant une **nette fenêtre d'opportunité** pour faire participer les gouvernements et les partenaires du développement à l'effort à déployer en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable.



APPROCHE

Pour prêter les services d'assistance aux politiques et de renforcement des capacités, FIRST recourt à un **réseau de fonctionnaires responsables des politiques et d'experts techniques**. Les types de profils recrutés sont notamment:

- ◆ Des fonctionnaires responsables des politiques qui sont basés dans le pays au sein d'une institution ou d'un ministère, ayant des connaissances et une expérience professionnelle répondant aux besoins spécifiques du pays en question dans un domaine associé à la politique et la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'agriculture durable;
- ◆ Des experts techniques en sécurité alimentaire, nutrition, agriculture durable, régimes fonciers, résilience, protection sociale ou dans d'autres domaines, dont le travail étayera celui des fonctionnaires responsables des politiques.

Une expertise à court terme pourrait être mobilisée à partir de la FAO même, par exemple des différentes équipes de prestation de services du siège de la FAO et/ou des bureaux sous-régionaux, de consultants inscrits au registre d'experts de FIRST, ou de façon ponctuelle au fur et à mesure des besoins.

PAYS PRIORITAIRES

Afghanistan	Kirghizstan	Surinam
Burkina Faso	RDP Lao	Swaziland
Cambodge	Libéria	Timor-Leste
Tchad	Malawi	Ouganda
Côte d'Ivoire	Mali	Ouzbékistan
Cuba	Mozambique	Vanuatu
Djibouti	Myanmar	Cisjordanie et Bande de Gaza
Éthiopie	Niger	Zimbabwe
Fidji	Pakistan	
Guatemala	Rwanda	Organisation sous-régionale:
Haïti	Sierra Leone	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Honduras	Îles Salomon	
Kenya	Sri Lanka	